



# Non au chamboule-tout, nous ne sommes pas des quilles ! La recherche n'est ni un jeu, ni un jouet pour le gouvernement, c'est un service public indispensable, sauvegardons-le ensemble

Syndicat National CGT-Inra : RN 10 – Porte de St Cyr – 78210 Saint Cyr l'École Tél. : 01.39.53.56.56 – Fax : 01.39.02.14.50  
Mail : [cgt@inra.fr](mailto:cgt@inra.fr) Site internet : <http://www.inra.cgt.fr/> - Document réalisé le 17/04/2008

Le 2 avril au Congrès de la FNSEA, le Président de la République, M. Nicolas Sarkozy, vient de demander à ses ministres de la Recherche et de l'Agriculture de lui proposer d'ici à la fin juin, un regroupement des forces et une meilleure synergie entre enseignement supérieur et recherche dans le domaine de l'agriculture, de l'alimentation et du développement durable.

Après l'INSERM et le CNRS promis au démantèlement en Instituts thématiques, le tour de l'INRA, du CEMAGREF, du CIRAD, et de l'IRD ? Tout se passe comme si le gouvernement entendait totalement restructurer la Recherche publique, et notamment remettre en cause l'existence des organismes nationaux (EPST), d'ici au 1er juillet, date de la prise en fonction de la Présidence de l'Union Européenne.

**C'est d'autant plus inquiétant** que la veille, le 1er avril (!), la Ministre Mme Pécresse avait affirmé aux organisations syndicales que si la création, à partir de l'INSERM et du CNRS, d'Instituts thématiques concernant pas exemple Santé et Nutrition ou Ecologie et développement durable était susceptible d'impacter les autres organismes, elle n'entendait pas pour autant modifier pour l'instant les contours de ces organismes !

**C'est d'autant plus inquiétant** qu'à aucun moment, dans aucune instance, la Direction Générale de l'INRA n'a fait mention de ces projets gouvernementaux de regroupement !

**C'est d'autant plus inquiétant** que toutes les mesures de regroupement actuellement mise en œuvre ou annoncées dans la Fonction publique (Révision Générale des Politiques Publiques), loin de permettre un développement du service public, n'ont d'autre but que de supprimer des emplois publics et des missions de service public, comme le revendique clairement le Premier Ministre François Fillon « La réforme de l'État supposera que chacun d'entre nous accepte qu'il y ait moins de services, moins de personnel, moins d'État sur le territoire ». Par exemple, selon tous les syndicats du Ministère de l'Agriculture la fusion généralisée des DDE (Directions Départementales de l'Équipement) avec les DDA (Directions Départementales de l'Agriculture) consacre et amplifie la liquidation déjà entamée de pans entiers de missions de service publics au compte des

citoyens comme « permis de construire, ingénierie publique, ingénierie des territoires, forêt, chasse, police et politique de l'eau, urbanisme et aménagement du territoire, gestion des aides directes agricoles, fonctions de connaissances, d'expertises et de diagnostics, contrôle en protection des végétaux, contrôles de la sécurité sanitaire des aliments, contrôle de la qualité des produits, ... ».

**Pourquoi en serait-il autrement avec le « regroupement » envisagé dans notre secteur ?** S'agit-il de permettre un développement plus soutenu de la recherche dans un domaine clé pour l'avenir des populations ou bien là encore de supprimer des emplois de titulaires, chercheurs comme ITA, en prenant prétexte de soi-disant doublons entre organismes, sans compter la remise en cause du statut des personnels, différents (public vs privé) selon les organismes considérés, comme les statuts des organismes eux-mêmes (EPST vs EPIC). Le jeu de chamboule-tout entamé avec "le pacte pour la recherche" accéléré par la LRU sous la férule de Mme Pécresse, au travers des UMR, des Agences, et de ce qui se passe au CNRS et à l'Inserm, indique que le pire est toujours possible...

**Un Conseil Scientifique National extraordinaire de l'INRA est prévu le 6 mai. Il serait pour le moins incongru que la Direction Générale de l'INRA y esquive cette question de l'avenir immédiat de l'Institut. La CGT-INRA invite les personnels à s'adresser à cette occasion, sous toutes les formes qu'ils jugeront utiles, à la Direction Générale de l'INRA et au Ministère pour exiger :**

- Le maintien de l'INRA comme EPST national ayant les moyens humains et financiers de fonctionner avec toutes ses prérogatives en matière de définition des recherches, et continuant à couvrir toutes les disciplines actuellement prises en compte.
- Le maintien du statut de titulaires pour toutes les catégories, avec a minima le renouvellement sur postes de titulaires de tous les départements à la retraite.

EPST : Établissement public à caractère scientifique et technologique  
EPIC : Établissement public à caractère industriel et commercial  
LRU : loi relative aux libertés et responsabilités des universités  
UMR : unités mixtes de recherche

**La CGT-INRA propose à toutes les organisations syndicales de l'INRA de se rencontrer au plus vite pour dégager des propositions d'action unitaire en défense de l'EPST INRA, de ses personnels et de la Recherche Publique.**